Crise du dialogue et dialogue de la crise en Égypte

L'expérience du dialogue national de 1994

Wahîd 'Abd al-Magid

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/475>

DOI : 10.4000/ema.475

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994

Pagination : 11-24

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Wahîd 'Abd al-Magid, « Crise du dialogue et dialogue de la crise en Égypte », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 20 | 1994, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/475> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.475>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Crise du dialogue et dialogue de la crise en Égypte

L'expérience du dialogue national de 1994

Wahîd 'Abd al-Magid

- 1 Peut-être n'est-il pas nouveau de souligner que le marasme politique n'engendre pas de vrai dialogue, et que le seul dialogue sérieux est celui qui vise à sortir de l'immobilisme. Il n'est pas nouveau non plus de constater que, 18 ans après le début de la transition vers un régime pluraliste limité, la scène politique égyptienne se situe toujours à un niveau assez bas de l'évolution démocratique. Certes, la transition entamée en 1976 a permis de se dégager en partie de la tutelle du pouvoir quasi-totalitaire exercé par la révolution de 1952. Cependant, ce pluralisme restreint, qui devait constituer une étape transitoire conduisant progressivement à une démocratie véritable, risque en fait, s'il est atteint d'inertie, de se prolonger indéfiniment.
- 2 Rien ne permet de définir la durée de la période de transition, qui dépend à la fois de la structure du régime politique, de la nature des élites au pouvoir et dans l'opposition, du degré de dynamisme ou de passivité de la société, de la culture dominante et, évidemment, des "séquelles" laissées par le régime nassérien. En outre, la brièveté de cette période n'est pas forcément positive, car une transition trop rapide qui ne tiendrait pas compte des conditions objectives peut conduire à une « rechute », comme cela s'est produit en Algérie. Nous ne voulons pas dire par là que la période transitoire doit s'allonger au point de pousser au désespoir et, dans certains cas, à la violence. Par sa nature et par définition, la période transitoire est un processus évolutif et dynamique. Si elle perd cette caractéristique, elle perd du même coup tout son sens.
- 3 Ainsi, entre le danger d'une transition trop précipitée et le risque d'une rechute, d'une part, et une transition trop lente conduisant à un état statique, d'autre part, une sorte de compromis sur le rythme à adopter paraît nécessaire. Or, parler de compromis pose immédiatement le problème du dialogue national. Pas de compromis sans dialogue, et pas de dialogue sans un climat favorable et sans la conviction, chez toutes les parties concernées par ce processus politique, de l'utilité d'un tel dialogue. Un dialogue permanent devrait se poursuivre à travers différents canaux et, si ces canaux n'existent

pas ou sont peu efficaces, il importe au premier chef de les mettre en place. D'où l'importance de l'appel lancé par le président Hosni Moubarak au début de son troisième mandat présidentiel en octobre 1993, invitant à l'organisation d'un « dialogue national » (*hiwâr qawm'i*). Un appel qui laissait espérer qu'un premier pas serait accompli vers la fin d'une ère d'immobilisme politique, et qu'il serait enfin possible de parvenir à un compromis global sur le terme de l'étape transitoire vers la démocratie. Il y avait là, peut-être, une occasion de redonner vie à la scène politique égyptienne, n'était la combinaison de multiples obstacles qui ont *in fine* conduit à l'échec de ce dialogue, dont la responsabilité retombe d'ailleurs sur toutes les parties impliquées dans le jeu politique, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition.

- 4 Il y a là matière à réflexion sur la crise du dialogue politique en Égypte. Cette crise s'est manifestée à l'occasion de la Conférence du « dialogue national » qui s'est tenue au Caire de fin mai à début juillet 1994, mais aussi en deux autres occasions : celle de la Conférence sur les minorités dans le monde arabe et celle de la Conférence internationale sur la population et le développement (voir, dans ce même numéro, les articles de D. al-Khawaga et d'I. Farag). S'il fallait dégager de toutes ces expériences les dénominateurs communs de la crise du dialogue, nous pourrions dire qu'ils découlent essentiellement d'une propension véritablement malade à « nier » l'autre, travers ancré dans la vie politique égyptienne depuis 1952. Les symptômes de ce mal se manifestent, au niveau du dialogue lui-même, par un mélange complexe de repliement sur soi, de manque d'ouverture politique et intellectuelle, d'obsession du complot, de recours aux manœuvres, à la surenchère et à la dissimulation de la vérité.
- 5 Dans un tel contexte, il était sans doute irréaliste de s'attendre à un échange sérieux. C'est ce que prouve la récente expérience du dialogue national en Égypte, que nous envisageons ici à deux niveaux : la crise inhérente au dialogue, et la crise du dialogue sur le dialogue. Cette expérience apporte une nouvelle preuve de l'existence d'une crise profonde de la *prédisposition* au dialogue, crise dont les racines remontent aux traditions héritées de la révolution de 1952. Il est difficile d'admettre l'idée courante selon laquelle l'absence d'une force politique donnée, aussi importante soit-elle, par exclusion ou boycottage, constitue une cause de l'échec de l'expérience du dialogue national. En Égypte, elle en est plutôt la conséquence.

Les objectifs du dialogue

- 6 Un dialogue dont les objectifs ne sont pas clairs a peu de chances d'aboutir et risque même de perdre tout son sens. La question importante qui s'est donc posée dès le début était de savoir quel était l'objectif du dialogue et, par conséquent, quel devait en être l'ordre du jour. Au départ, l'ambiguïté est venue du fait que l'appel au dialogue a coïncidé avec la recrudescence du terrorisme et la reprise de la confrontation entre les organes étatiques (essentiellement ceux de la sécurité) et les groupes extrémistes pratiquant la violence. Il était donc naturel que certains établissent un lien entre l'invitation au dialogue et la montée du terrorisme et que, par suite, on en déduise que le but fondamental de cette invitation était de constituer une large coalition pour faire échec à la violence.
- 7 Cette vision des choses est significative. En effet, la population égyptienne a pris l'habitude, depuis 1952, de ne voir ses dirigeants faire appel à sa « participation » que dans les situations critiques, transformant cette « participation » en « mobilisation » c'est-à-dire en manifestation de soutien au gouvernement des diverses composantes de la société. Cette représentation est cependant exagérément pessimiste puisque, dans la

conjoncture actuelle, le fait même d'accepter de faire le lien entre le dialogue et les pressions auxquelles il est exposé contraint le gouvernement à céder à certaines revendications des partis de l'opposition. La formule du dialogue — qui constitue un degré moindre de mobilisation que l'appel à la participation populaire — présentait en outre l'avantage, dans un contexte où la réconciliation et le compromis n'ont traditionnellement pas place — et le régime ne se sentant pas prêt à une véritable négociation avec l'opposition —, de lui permettre d'éviter d'apparaître en position de faiblesse en sollicitant le soutien des citoyens. Du dialogue à la négociation, il y a un pas que le pouvoir ne s'est, semble-t-il, pas décidé à franchir. Notons qu'en Égypte, comme dans beaucoup de pays du Sud, la disposition à négocier est considérée comme un signe de faiblesse. Or, la négociation étant une condition essentielle pour parvenir à une démocratie réelle, ce facteur constitue en soi un obstacle à l'aboutissement de la période transitoire dans les pays où le multipartisme est limité.

- 8 On peut comprendre le souci du président Moubarak de nier toute relation entre l'appel au dialogue et la confrontation avec le terrorisme. Dans son discours lors de la Conférence sur le dialogue national du 25 juin 1994, il a clarifié nettement ce point : « Certains ont mal interprété l'appel au dialogue, s'imaginant que nous y étions poussés par des pressions ponctuelles nécessitant une prise de position commune face au problème du terrorisme et de la violence. Or le problème du terrorisme ne représente qu'un seul aspect de l'appel sincère à un débat national bien plus vaste. » Dissocier ces deux thèmes, dialogue et terrorisme, présentait, à n'en pas douter, un aspect positif car le fait de les lier ne pouvait qu'envenimer l'atmosphère et rendre plus difficile la résolution de la crise profonde qui affecte le principe même du dialogue en Égypte. Cette dissociation s'est opportunément traduite dans les faits grâce au succès des campagnes menées par les forces de sécurité contre les activités terroristes depuis le début de l'année 1994. Ce succès a suffi à neutraliser l'effet — positif ou négatif — du terrorisme sur le dialogue. La vague de violence semblant régresser, il n'était donc plus nécessaire de concentrer le dialogue sur cette question, d'autant que certains partis de l'opposition revendiquaient l'extension de la marge démocratique afin de permettre une plus large participation politique face au terrorisme.
- 9 Il y avait pourtant là une sorte de cercle vicieux — on s'en apercevra dans la phase de préparation du dialogue : assigner comme objectif à celui-ci l'extension de la marge démocratique ne présupposait-il pas que celle-ci soit acquise ? D'où le fossé qui ne tarda pas à se creuser entre les vues du gouvernement et celles des principales forces de l'opposition concernant l'objectif même du dialogue. Ces dernières aspiraient à ce que le pouvoir ouvre la voie à plus de démocratie, c'est-à-dire, en premier lieu, à une réforme politique. Or, bien que dans son discours officiel le gouvernement ne rejetât pas explicitement la corrélation entre dialogue et démocratisation, il ne cessait de donner une image confuse de cette corrélation : il fut dit, par exemple, dans les cercles du pouvoir, que le dialogue constituait l'une des conditions de la démocratie, mais qu'il ne fallait pas pour autant faire place à des idées menaçant la cohérence des représentations collectives ou à des positions trop divergentes, ce qui pourrait porter atteinte aux intérêts supérieurs de la nation. Cette réserve signifiait que le pouvoir n'était pas disposé à accorder une plus grande marge aux pratiques démocratiques, et l'on pouvait voir dans ce discours le prolongement de l'esprit de la révolution de 1952, sur lequel nous reviendrons.

- 10 Mais si l'élargissement de la marge démocratique n'était pas le but essentiel du dialogue, pas plus que la confrontation avec le terrorisme, quel était donc son but ? Tel que défini par le discours officiel, l'objectif restait trop général et ne pouvait contribuer à lever l'ambiguïté. « Préparer le siècle à venir », « préparer l'Égypte à entrer dans le XXI^e siècle » ou encore « définir les priorités de l'action au niveau national durant la prochaine étape » constituent des objectifs proprement « atemporels », valables dans n'importe quelle société. Formulés en ces termes, les objectifs du dialogue ne désignaient, au mieux, que des choix stratégiques à long terme — ce qui est certes nécessaire — quand la priorité, ne serait-ce que pour pouvoir définir ces choix stratégiques, aurait dû être d'identifier des options à plus brève échéance. Les objectifs mêmes du dialogue apparaissaient d'autant plus incertains, pour ce qui concerne la préparation de l'Égypte au XXI^e siècle, que les membres de la « commission préparatoire » de la Conférence sur le dialogue national avaient tous entre... 60 et 90 ans — à quoi il fut en partie remédié lors du choix des participants à la conférence elle-même, parmi lesquels se trouvait un nombre limité de jeunes, insuffisant quoi qu'il en soit pour créer des liens étroits avec les nouvelles générations, auxquelles les canaux médiatiques traditionnels n'offrent pas la possibilité de s'exprimer.
- 11 Sur le plan pratique, la mise en œuvre des objectifs de ce dialogue consacré à « l'avenir », ou bien « au siècle à venir », s'est concrétisée par un ordre du jour constitué, d'une liste interminable de problèmes, où la priorité était donnée aux questions d'ordre économique et social. Trois commissions (économique, sociale et politique) étaient mises en place. Mais paradoxalement, alors que les deux premières commissions (économique et sociale) traitaient de tout et de n'importe quoi, l'ordre du jour de la commission politique se limitait à un nombre restreint de problèmes d'intérêt secondaire tels que la révision de la loi relative à l'exercice des droits politiques, la loi sur la fonction de procureur général socialiste, les compétences de l'Assemblée consultative et le système électoral.

La préparation du dialogue

- 12 Le manque de précision des objectifs du dialogue entraînait forcément une confusion quant à la manière de le préparer, en particulier en ce qui concerne le choix des participants qui, en toute rigueur, dépendait de ces objectifs. D'où le différend qui surgit entre les dirigeants du Parti national, d'une part, qui voulaient que les diverses institutions étatiques y soient représentées aux côtés des partis politiques et que les forces dépourvues d'existence légale, avec à leur tête les Frères musulmans, en soient exclues, et, d'autre part, la plupart des composantes de l'opposition légale qui auraient voulu que la participation au dialogue se limite aux délégués des partis. Les représentants de neuf partis, ainsi que ceux des Frères musulmans et des communistes, se réunirent donc en décembre 1993 et publièrent un communiqué exposant leur conception d'un dialogue politique qui, dans un premier temps, devait regrouper dans un même forum tous les partis et les forces politiques, sans interdire pour autant aux groupes ou aux individus d'organiser des débats ou des conférences parallèles portant sur des questions précises telles que la justice sociale, la surpopulation, le chômage ou l'enseignement. Ce communiqué proposait également un « discours de la méthode » pour la préparation du dialogue lui-même ; l'ordre du jour devait être préalablement approuvé par une commission regroupant les représentants de tous les partis et forces politiques ; il devait accorder la priorité à la question de la réforme politique, et un climat favorable au dialogue devait être créé par la levée des restrictions sur l'activité

des forces politiques, auxquelles serait offerte la possibilité de s'exprimer à la télévision et à la radio.

- 13 Malgré des contacts entre le secrétaire général du PND et les dirigeants de certains partis de l'opposition, il fut impossible de parvenir à un accord sur la manière de préparer le dialogue. La direction du Parti national finit ainsi par imposer sa conception d'un dialogue regroupant, en plus des partis politiques, les principales institutions étatiques et certaines organisations de la société civile. C'est ainsi que, outre les chefs de partis, trente autres personnalités représentant les universités, les syndicats et d'autres institutions, ainsi que certaines personnalités publiques, furent désignées lors de la formation du comité chargé de préparer la conférence. Le courant islamiste et les communistes furent d'emblée exclus comme illégaux.
- 14 En fait, ces dispositions visaient essentiellement l'exclusion des Frères musulmans, contre lesquels la campagne officielle s'était intensifiée à la veille de l'ouverture du dialogue. Cette mise à l'écart du courant islamiste et de ses principaux représentants aurait peut-être pu réussir si le PND avait accepté un dialogue politique en profondeur et pris en considération certaines revendications des principaux partis de l'opposition visant à élargir la marge démocratique, ce qui, en l'absence des Frères musulmans, aurait pu conduire à l'isolement de ce mouvement. C'est pourtant l'inverse qui s'est produit. L'exclusion des Frères musulmans s'est accompagnée de l'abstention des autres partis, qui ont dès lors renoncé à présenter la moindre initiative ou même à formuler des suggestions. Deux d'entre eux (le Parti *Wafd* et le Parti nassérien) ont même envisagé d'emblée de boycotter le dialogue, dont ils se sont retirés à la suite de la première réunion de la commission préparatoire. Ainsi, les seuls partis importants à y participer furent le Parti du Travail et celui du Rassemblement qui, tous deux, avaient des raisons bien particulières d'y prendre part.

Les participants au dialogueLes organisateurs

- 15 Le discours du Parti national s'est retranché derrière la thématique autoritariste héritée de la révolution de 1952, aussi bien pour justifier son comportement autocratique et son droit à déterminer seul la conduite du dialogue, que pour répondre aux critiques et aux accusations. Le gouvernement a ainsi mis l'accent sur le fait que ce dialogue devait être conduit selon certains principes, comme le respect des règles politiques agréées par la société et ancrées dans la conscience nationale. Ces normes ont été décrites comme étant « le produit d'un héritage historique et d'une expérience continue, fruit de la lutte nationale menée par une société dont les composantes, unies depuis l'aube des temps, ont fusionné dans le creuset qui a recueilli tous les courants et toutes les écoles, pour former un tissu social d'une grande cohésion ». A également été invoquée, comme ligne directrice du dialogue, l'idée d'un consensus de la nation au sens large du terme. Pour faire face aux critiques et aux accusations dont les mécontents l'ont accablé, le Parti national a eu recours à des justifications de caractère autoritariste, dont voici quelques exemples :
- il appartient au président de la République d'inviter au dialogue, et c'est donc à lui que revient le droit d'en définir la marche. Qu'il ait pris l'initiative de constituer une commission préparatoire à la Conférence ne le prive en aucune sorte de ce droit ; le rôle de cette commission étant limité à la présentation d'un projet et non de l'ordre du jour définitif, sa composition n'est pas déterminante ;
  - le Parti national n'a pas pris d'engagement concernant une concertation du président avec l'opposition sur la formation de la commission préparatoire ; une telle démarche est même

inconcevable ; dans la mesure où c'est le président qui invite au dialogue, il a le droit de choisir les membres de la commission préparatoire et d'attribuer la présidence de cette commission à la personne qu'il juge capable d'assumer cette tâche ;

- rien ne justifie l'attitude de l'opposition, qui tient à ce que le dialogue soit centré sur les questions politiques, car toutes les questions sont liées ; les questions politiques sont la résultante de variables économiques et sociales.

- 16 En fait, le principal objectif de ces justifications était de démentir l'allégation de certains dirigeants de l'opposition selon lesquelles la composition de la commission elle-même avait fait l'objet d'un accord, ce qui visait à exclure l'interprétation selon laquelle la concertation devait être considérée comme le principe préalable à toute réforme. « La Chine ou les dragons asiatiques n'ont-ils pas accompli des avancées considérables sans se soucier de la réforme politique ? », faisait-on valoir dans les milieux du PND.

Ceux qui se sont retirés

- 17 De tous les partis de l'opposition, le *Wafd* était, dès le départ, le moins sensible à l'utilité du dialogue national. Certains dirigeants de ce parti ont ainsi exprimé leur crainte qu'un tel dialogue ne soit destiné qu'à distraire le peuple ou à créer une sorte de fausse solidarité face au terrorisme.
- 18 La participation du chef du *Wafd* à la première réunion de la commission préparatoire ne doit pas être interprétée comme un changement de position. L'orientation donnée à l'allocution prononcée par son chef précisait bien qu'il n'était pas venu pour ce genre de dialogue, mais pour un dialogue politique axé sur l'élargissement de la marge démocratique et le passage de l'étape transitoire à une démocratie aboutie. La conclusion pratique de cette allocution était donc que le *Wafd* n'avait plus qu'à se retirer du dialogue qu'on commençait à peine à préparer.
- 19 Dès que cette décision fut rendue publique, tout débat sur le dialogue fut interrompu, aussi bien dans sa conception wafdiste que dans celle qu'avait définie la direction du PND, pour faire place à nouveau au « nombrilisme » habituel du *Wafd*. L'intérêt du journal du parti s'est ainsi limité à deux aspects : d'une part, montrer qu'en se retirant du dialogue, le parti avait indiscutablement pris la seule bonne décision. Tous les télégrammes de soutien, dont on nous dit qu'ils furent nombreux, et plus spécialement ceux des comités régionaux du parti et de leurs membres le confirment, précise *al-Wafd* publie ces télégrammes. Le journal s'efforça, d'autre part, d'intensifier ses attaques contre le régime en manifestant une nouvelle fermeté en matière de réforme politique et en reprenant de façon insistante la question de la nécessaire réforme de la constitution, alors même que les dirigeants du parti avaient commencé par accepter de reporter ce débat afin de faciliter le processus du dialogue. Taxée de totalitarisme incompatible avec la démocratie et la liberté économique, accusée de centraliser tous les pouvoirs entre les mains du président et de priver l'Assemblée du Peuple et le Conseil consultatif de toute véritable compétence, la constitution fit à nouveau l'objet de violentes attaques. Notons que la plupart des critiques dont le dialogue national a fait l'objet dans les colonnes d'*al-Wafd* portaient la signature du chef du parti en personne, Fu'âd Sarag al-Dîn, et non celle du rédacteur en chef qui, lui, s'est abstenu de prendre part à cette campagne.
- 20 Ainsi, après avoir tenté, durant la première moitié de 1994, de parvenir à un accord concernant une réforme politique partielle, le *Wafd* en vint à exiger une réforme complète en se plaçant résolument dans une logique conflictuelle. Le journal fit l'éloge

de tous ceux qui avaient critiqué l'expérience du dialogue national, notamment Sayyid al-Naggâr, qui s'était lui aussi retiré de la conférence en adressant au président de la République une lettre où il expliquait que le principal problème de l'Égypte, dont découlent tous les autres, est celui de son système politique, dont les aspects totalitaires obsolètes ne permettent pas de répondre aux aspirations de la société ni à ses besoins et interdit à l'Égypte de faire face aux défis du siècle à venir. Bien que cette position fût partagée par la plupart des membres de l'association de tendance libérale qu'il préside, *al-Nidâ' al-Gadîd* (le « nouvel appel » ; voir à ce sujet l'article de S. Ben Nefissa dans ce même numéro), S. al-Naggâr s'exprimait dans cette lettre à titre personnel et non *ès-qualité*. Mais au vu des éloges adressés par le *Wafd* à l'auteur de la lettre, publiée dans le journal du parti et présentée par lui comme un document historique de première importance, le bruit se répandit que S. al-Naggâr allait très probablement être désigné à un poste stratégique à la direction du *Wafd*. Il s'avéra par la suite que cette information était sans fondement, mais elle n'en contribua pas moins à confirmer la convergence du courant que représentaient l'association dirigée par S. al-Naggâr et le Parti *Wafd*.

- 21 Ajoutons, *last but not least*, que le journal *al-Wafd* est allé jusqu'à faire l'éloge de la décision du Parti nassérien de geler sa participation au dialogue puis de s'en retirer, en considération surtout, de la part de ce dernier parti, du choix de Mustafa Khalîl, ancien premier ministre de Sadate, comme président de la commission préparatoire de la Conférence sur le dialogue national, à cause des prises de position pro-israéliennes de celui-ci, de ses visites fréquentes dans ce pays et de son appel à la normalisation des relations israélo-égyptiennes.

Les participants « circonspects »

- 22 Nous avons déjà souligné qu'avec le retrait du *Wafd* et du Parti nassérien, les seuls grands partis politiques ayant participé au dialogue sont le Parti du Travail et celui du Rassemblement. L'un et l'autre avaient toutefois émis des réserves quant à sa préparation, sans pour autant s'en retirer. Ils ont, avec le Parti libéral (que l'on peut considérer comme marginal), publié un communiqué conjoint pour contester la formation de la commission préparatoire sans consultation préalable. Ces deux partis ont ainsi demandé que les réunions de la commission soient reportées afin d'organiser des rencontres bilatérales et multilatérales entre les différents partis et parvenir à un consensus. Cette revendication présente en fait un autre aspect de la crise du dialogue et de ce besoin d'établir un « dialogue sur le dialogue ». Voyant que leur demande n'avait pas eu d'écho, le Parti du Travail et celui du Rassemblement continuèrent à participer au dialogue en signalant leurs réserves quant à son mode de fonctionnement.
- 23 Le Parti du Travail, plus que celui du Rassemblement, s'est efforcé de justifier sa participation — en fait, de s'en disculper — en expliquant que s'il s'était retiré comme l'avaient fait le *Wafd* et le Parti nassérien, il aurait immédiatement été accusé par les autorités, comme cela s'est toujours produit, d'être responsable de l'échec du dialogue national. Comme l'explique le vice-président du parti – « Quand nous avons demandé la répression de la corruption, nous avons été accusés de défigurer le régime et cités à comparaître devant les tribunaux à la place des corrompus. Quand nous avons demandé qu'il soit remédié aux problèmes politiques, sociaux et économiques qui sont à la base du phénomène de la violence et du terrorisme, on nous a accusés de défendre les groupes terroristes et de chercher à justifier leurs actes. Quand nous avons invoqué le respect de la constitution et des traités internationaux sur les droits de l'homme et

demandé l'amendement de la constitution actuelle, nous avons été cités en justice et accusés d'être des fauteurs de trouble et de susciter la haine du régime. » Ainsi, si le Parti du Travail continue à participer au dialogue, ce n'est pas parce qu'il est satisfait de son mode de fonctionnement, mais parce qu'il a voulu se dégager de l'étiquette d'extrémiste qui lui était accolée en raison de ses tendances radicales et de son alliance avec les Frères musulmans. Les dirigeants du parti ont également voulu prouver leur propre légitimité que contestent, depuis 1989, un groupe de dissidents.

- 24 Quant au Parti du Rassemblement, il ne semble plus se soucier d'être perçu comme un allié du régime, et il n'a pas éprouvé le besoin de justifier sa participation. Ce qui importait le plus, pour ce parti, c'était de prouver qu'il comptait encore sur la scène politique, qu'il n'avait pas été emporté par le « séisme » provoqué par l'effondrement du bloc socialiste et qu'il n'avait pas perdu sa raison d'être après la formation d'un Parti nassérien qui lui avait enlevé une partie de ses membres et de ses cadres. Depuis qu'il a fait fi de l'accord passé entre les principaux partis de l'opposition et les autres forces politiques pour boycotter les élections parlementaires de décembre 1990, la coordination avec ces organisations ne semble plus intéresser le Rassemblement. Son discours sur l'expérience du dialogue national n'en a pas moins adopté un ton très critique : il considère cette expérience comme peu encourageante dans la mesure où sa conduite a été définie par une des parties à l'exclusion des autres et du fait de la marginalisation de l'opposition, d'emblée mise en minorité lors de la conférence elle-même face au bloc des membres et supporters du parti au pouvoir.
- 25 Le discours du Parti du Travail sur l'expérience du dialogue national contenait davantage de réserves et une critique plus acerbe. Au fur et à mesure que ses requêtes étaient ignorées, il devenait plus virulent. Ce parti s'est en effet vu contraint de renoncer, avec le Parti du Rassemblement et le Parti libéral, à ses exigences concernant la suspension des réunions de la commission préparatoire, jusqu'à ce que des séances de concertation plus restreintes entre les partis aient pu être organisées. Il a dû renoncer également à ce que la question de la réforme politique constitue l'axe du dialogue, puis à ce que cette question passe en priorité. Après son retrait, son discours devient encore plus virulent et le bilan qu'il dresse de cette expérience est franchement négatif. Le Parti du Travail met dès lors l'accent sur le fait que, dans le cadre de ce dialogue, ses représentants se sont battus contre le laïcisme, ont défendu le courant islamiste et ont fait face aux attaques contre les Frères musulmans, accusés de soutenir le terrorisme et de s'être appropriés les fonds de certains syndicats pour financer le terrorisme. La participation à ces assises des partis marginaux — libéraux, *al-Umma*... — est par ailleurs venue illustrer, d'une part, la profondeur de la crise du dialogue public en Égypte et, d'autre part, la crise du système partisan lui-même. C'est ainsi qu'au moment où des partis et des forces politiques importantes boycottaient le dialogue, d'autres partis, dont le nom était inconnu du public, y ont participé. A titre d'exemple, la seule contribution du chef de l'un de ces partis fut de soulever un problème personnel qu'il avait eu avec le bureau des assurances sociales, problème qui, à ses yeux, était majeur et méritait d'être débattu dans le cadre du dialogue national.
- Les exclus
- 26 Accablés par la campagne de dénigrement lancée contre eux par le pouvoir juste avant l'ouverture du dialogue national, les Frères musulmans ne pouvaient s'intéresser au dialogue lui-même. Leur discours cherche avant tout à riposter à cette campagne dont ils dénoncent l'arbitraire, rejetant ce qu'ils qualifient de calomnies et d'accusations

mensongères visant à faire porter à leur association — toujours interdite — la responsabilité de la violence et à brouiller les cartes en l'assimilant aux autres *gamâ'ât*. Ils se sont ainsi évertués à faire ressortir les contradictions de la campagne officielle dont ils sont victimes, en pointant le fait que certains responsables, après avoir assuré que les Frères musulmans n'avaient rien à voir avec la violence, avaient changé de discours en les accusant de la soutenir. Dans ce contexte, le discours des Frères s'est surtout centré sur le rejet de la violence elle-même et sur la réaffirmation des options legalistes et pacifiques de leur action à travers des canaux légitimes. Ils n'ont cependant pas avancé d'un pas sur la voie du respect de la démocratie. D'où l'affaiblissement de la position de ceux qui demandaient leur intégration au processus politique et réclamaient pour eux le droit de former un parti, ce qui permettrait d'isoler les groupements terroristes. De plus, l'intensification de la campagne lancée contre eux et leur exclusion du dialogue national les a conduits à se replier davantage sur eux-mêmes. Réapparaissent alors dans leur discours les dichotomies habituelles : le vrai et le faux, le bien et le mal, la foi et l'impiété..., ce qui ne fait qu'aggraver la crise du dialogue général en Égypte.

La crise du dialogue sur le « dialogue national »

- 27 Dès le départ, on ignorait sur quoi pouvait déboucher concrètement le dialogue national. Donnerait-il lieu à un document général contraignant, à des recommandations ou à un programme de travail ? Et dans le cas d'un document contraignant, comment serait-il établi ? Par consensus ? Peut-on vraiment parler de consensus en l'absence de certaines forces, les unes exclues et les autres s'étant retirées ? Peut-on parler d'un consensus à propos d'un aussi grand nombre de problèmes ? Enfin, était-il concevable qu'une conférence dont la plupart des membres ont été sélectionnés par un seul parti, et qui n'a donc pas un caractère représentatif, donne lieu à un document contraignant pour tous ?
- 28 Il est à noter que certains dirigeants du PND avaient envisagé d'emblée que le dialogue débouche sur un document global qui serait approuvé par la majorité des participants. Mais, vu le manque de logique d'une telle proposition, ils se sont vite rétractés. En fait, la majorité des participants étaient soit des membres du parti gouvernemental ou des proches, soit des personnes qui partagent les intérêts du parti ou des institutions étatiques. En l'absence de certaines forces et des principaux partis politiques, en particulier le *Wafd* et les Frères musulmans, il ne pouvait être question d'un consensus général. De plus, un document global ne peut être conçu qu'à la suite de négociations politiques ou par les soins de membres élus représentant réellement le peuple, réunis en 'assemblée constituante'. L'idée d'un appel lancé par le parti au pouvoir, s'adressant à des personnes de son choix pour faire entériner un document contraignant pour tous, est en effet inconciliable avec le pluralisme politique, aussi limité soit-il. Une telle option aurait signifié une régression et le retour au totalitarisme. Cela étant, le gouvernement n'avait pas d'autre choix ; il devait se contenter de recommandations. Ainsi tomba le rideau sur une expérience dont il ne reste que des leçons à tirer : à moins de guérir le mal qui consiste à vouloir éliminer l'autre, il ne peut y avoir de dialogue véritable. Ce mal est l'essence même de la crise du dialogue public, ou encore la source du dialogue de crise en Égypte.
- 29 La crise du dialogue public peut ainsi être appréhendée à un autre niveau : celui du dialogue sur l'expérience même du dialogue national, autrement dit le débat dont la crise a fait l'objet au moment où la constitution de la commission préparatoire

exacerbait les différends. Les diverses parties en présence ont alors eu recours à un arsenal défensif traditionnel dont l'un des principes de base est de prétendre détenir la vérité et dire le vrai, en accusant l'autre d'être un modèle de mensonge et la fausseté personnifiée — avec pour effet d'interdire toute possibilité de dialogue, y compris de dialogue « à distance » lorsque le dialogue direct s'avère impossible. Finalement, le débat sur l'expérience du dialogue national aura davantage ressemblé à un « monologue » qu'à un véritable « dialogue ». En fait, alors que tout dialogue suppose que l'on s'adresse à l'autre et non à soi, et qu'il y ait interaction et influence réciproque des parties en présence, le dialogue national n'a été que la reprise d'une sorte d'auto-discours.

- 30 Entre l'appel au dialogue lancé en octobre 1993 et la constitution de la commission préparatoire fin mai 1994, on voit cependant apparaître une légère amélioration dans la tournure que prend le débat public. Mais il a suffi que le différend (accompagnant la formation de cette commission) explose, pour que chacune des parties fasse volte face et que les journaux des différents partis 'redeviennent le lieu d'accusations mutuelles. Sur ce point, les organisateurs du dialogue, membres du PND, et les « participationnistes » du Rassemblement et du parti du Travail n'ont rien à envier et ne le cèdent en rien aux « abstentionnistes » du *Wafd* et du Parti nassérien, ou aux exclus du dialogue, Frères musulmans et communistes. Chacun à leur manière, ils appartiennent à la clôture politique mise en place par la révolution de 1952 et, plus encore que l'échec du dialogue national, les conditions mêmes de celui-ci montre bien que la transition démocratique est encore loin d'avoir produit ses effets.

INDEX

Mots-clés : crise, dialogue, partis politiques